

histoire
politique
société

le débat

Jacques Julliard : Un tombeau pour la gauche ?

Jean-Marc Benoit : Communication oblige : du candidat au Président

Jérôme Batout : Du paranormal en politique

Abolir le cumul des mandats ?

Marc Abélès, Laurent Bach, Guy Carcassonne

Jennifer A. Homans : Tony Judt : une dernière victoire

La crise, encore et toujours

Jean-Luc Gréau, Jean de Maillard

Daniel Gouadain : La nouvelle main invisible : à propos des pratiques de notation

Jérémy Perrin : L'interminable agonie du néo-libéralisme

Mathieu Bock-Côté : La démocratie en l'absence du peuple

Constantin Languille : Logique juridique, logique politique : le cas de la burqa

Paul Aïm : L'électronucléaire ou la démesure industrielle

Pierre-Henri d'Argenson : Lève-toi et marche !

Jean-Michel Chaumont : Le militant, l'idéologue et le chercheur

Autour de *Terres de sang* de Timothy Snyder

Christian Ingrao, Pieter Lagrou, Andriy Portnov, Henry Rousso,
Timothy Snyder, Dariusz Stola, Annette Wieviorka

numéro **172** novembre-décembre 2012

Gallimard

3 *Jacques Julliard* : Un tombeau pour la gauche? Entretien.

LEÇONS DE LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE

12 *Jean-Marc Benoit* : Communication oblige. Du candidat au Président.
19 *Jérôme Batout* : Du paranormal en politique.

ABOLIR LE CUMUL DES MANDATS?

27 *Marc Abélès* : Une donnée stable de la culture politique française.
33 *Laurent Bach* : Logique électorale, dégâts parlementaires.
39 *Guy Carcassonne* : Le temps de la décision.

42 *Jennifer A. Homans* : Tony Judt : une dernière victoire.

NOS INCERTITUDES POLITIQUES

51 *Daniel Gouadain* : La nouvelle main invisible. À propos des pratiques de notation.
64 *Jérémy Perrin* : Vers la crise perpétuelle? L'interminable agonie du néolibéralisme.
77 *Mathieu Bock-Côté* : La démocratie en l'absence du peuple.
87 *Constantin Languille* : Logique juridique, logique politique. Le cas de la burqa.
98 *Paul Aïm* : L'électronucléaire ou la démesure industrielle.
115 *Pierre-Henri d'Argenson* : Lève-toi et marche!

120 *Jean-Michel Chaumont* : Le militant, l'idéologue et le chercheur.

LA CRISE, ENCORE ET TOUJOURS

132 *Jean-Luc Gréau* : Euro : maintien apparent, rupture réelle.
138 *Jean de Maillard* : Quand la monnaie tue l'économie. Cinq propositions sur la crise.

AUTOUR DE *TERRES DE SANG* DE TIMOTHY SNYDER

152 *Timothy Snyder* : Comment écrire l'histoire de l'Europe des massacres?
165 *Christian Ingrao* : L'ingénieur, l'abatteur et l'historien.
169 *Pieter Lagrou* : Changer de géographie mentale.
173 *Andriy Portnov* : Stalinisme et nazisme.
178 *Henry Rousso* : Au-delà de la comparaison.
182 *Dariusz Stola* : Un tournant spatial.
185 *Annette Wieviorka* : Mort personnelle, mort de masse.
187 *Timothy Snyder* : Voir et comprendre.

Leçons de la campagne présidentielle

Chaque échéance électorale importante, et spécialement, en France, l'élection présidentielle, est une expérience politique singulière, dont il y a des enseignements à tirer. Celle de 2012 n'a pas failli à la règle. En voici deux illustrations.

Une campagne présidentielle, qui l'ignore, est une bataille de communication. Il s'en faut cependant que ce processus soit clair, y compris pour ceux qui le conduisent. Ses retombées pour le vainqueur, en particulier, sous forme de contraintes vis-à-vis de l'opi-

nion, demandent à être interrogées, comme le fait ressortir Jean-Marc Benoit en comparant le parcours de Nicolas Sarkozy et les premiers pas de François Hollande.

Communication toujours, un thème de campagne peut se montrer efficace et se révéler peu approprié à la pratique du pouvoir. Le candidat Hollande a marqué un point en revendiquant une « présidence normale ». Le président Hollande, en revanche, a dû rapidement mesurer que cette définition de son rôle ne lui était pas d'un grand secours dans l'exercice de ses fonctions. Ce décalage pourrait bien avoir pour vertu de mettre en lumière une dimension du pouvoir ordinairement cachée, suggère Jérôme Batout. Par où le pouvoir en démocratie échappe-t-il à la « normalité » ?

Jérôme Batout

Du paranormal en politique

2012 restera l'année où, dans les circonstances les plus anormales qu'elles aient connues depuis longtemps, deux démocraties occidentales se sont posé la question de la normalité.

D'un côté de l'Atlantique, François Hollande a réussi un parcours presque sans fautes, axé sur une ligne décidée très en amont par le candidat lui-même, et tenue méthodiquement jusqu'au bout : l'appel à la normalité a démultiplié la volonté d'une partie du corps électoral de « sortir » un Président ressenti comme anormal dans son exercice du pouvoir.

De l'autre côté de l'Atlantique, attitude opposée, et résultat inverse : le candidat Romney, sans aucun doute talentueux mais ne bénéficiant aucunement de la *magic* du Président en place, a mobilisé tous ses efforts pour cesser d'avoir l'air normal et tenter de se hisser au niveau de l'anormal et spectaculaire Obama. Cet effort au long cours pour combler le *personality gap* n'a jamais réussi à franchir le seuil de la crédibilité.

D'un côté, c'est le candidat normal qui sort

le Président anormal, de l'autre c'est le Président anormal qui semblait fin septembre sur le point d'éclipser le candidat normal. À travers ces deux élections, tenues à quelques mois d'intervalle, et dont l'un des facteurs structurants aura été le degré et la forme de normalité différentielle entre les deux principaux candidats – l'anormalité d'Obama n'étant en effet pas précisément du même type que l'anormalité de Nicolas Sarkozy –, se trouve ramené à la surface un problème ancien, mais négligé des modernes : celui de la normalité, ou de l'anormalité, d'un exercice à nul autre pareil : l'exercice du pouvoir.

La meilleure façon d'aborder ce problème nous semble de revenir sur la campagne française, la seule parmi les deux évoquées qui soit achevée à l'heure où ces lignes sont écrites. La seule achevée, et donc la seule où il soit possible de saisir, non plus seulement dans la conquête, mais aussi dans l'exercice du pouvoir, les résultats produits dans le corps électoral par l'appel à la normalité.

La normalité propose en effet toute une série de niveaux d'analyse : à la surface c'est un dispositif tactique et communicationnel de campagne, qui a été très commenté, sur lequel il y a au fond peu d'observations à livrer, et au sujet duquel le présent article n'a rien à apporter. Ce niveau, qui sans être anecdotique n'est pas fondamental, gagne à être connecté à un niveau plus profond : le vœu de normalité de François Hollande touche à une dimension de l'exercice du pouvoir moderne qui n'a que rarement l'occasion d'apparaître en pleine lumière. C'est, bien entendu, sur cette couche intérieure, et sur cette dimension cachée, qu'il s'agit d'enquêter.

François Hollande, choisissant après sa victoire de faire de la normalité une attitude dans son exercice du pouvoir, a révélé quelque chose d'un certain moment de l'exercice du pouvoir dans les démocraties contemporaines. À travers son exemple, c'est l'impensé de la normalité que cet article voudrait explorer : une illusion que les démocraties contemporaines entretiennent au sujet de leur rapport à l'avenir, vieille de deux siècles, et qui a récemment commencé à se fissurer.

*Du Président normal
au Président normaloïde*

En démocratie, au-delà de l'objectif primaire de victoire à l'élection, la campagne a un objectif secondaire : accumuler pendant la conquête suffisamment de dynamique pour s'assurer une fois élu la durée la plus longue et la plus sereine d'« état de grâce ». En soi, ce terme, qui appartient à un univers lexical radicalement éloigné de la normalité, signale quelque chose : nous y reviendrons.

C'est par rapport à cette règle que l'aventure de François Hollande se distingue : autant il avait

fallu à Nicolas Sarkozy près d'un an pour se retrouver dans une impasse au regard de la « rupture » qu'il avait promise, autant l'affaire a été réglée en moins de deux mois pour François Hollande à l'égard de la « normalité ». Tout en étant le thème qui a permis au candidat socialiste de l'emporter, celle-ci s'est refermée comme un piège dès le moment où le Président était élu. Pourquoi ?

Que fallait-il faire dans ces conditions ? Dans un premier temps, François Hollande et son équipe ont considéré que la meilleure réponse était d'augmenter les doses de normalité : DVD à la Fnac, train pour le fort de Brégançon. Mais dans le courant d'août, confronté à un phénomène de décrochage de popularité au cœur du premier été, et en proie à des hésitations, François Hollande a décidé de démonter à la hâte le concept de normalité : empruntant les accents de la gravité lors du discours de Châlons-en-Champagne, il s'affirma quelques jours plus tard « en première ligne » dans l'interview de rentrée de TF 1.

Pris dans une hésitation, François Hollande n'a pas voulu trancher entre l'exercice du pouvoir comme normalité et l'exercice du pouvoir comme anormalité/gravité/exceptionnalité : il a donc pincé ensemble les deux cordes. Le Président, tout à la fois normal et doté de gravité, courait le risque de donner l'image d'un compromis difficile à comprendre, celle d'un Président normaloïde.

*Énigme du pouvoir,
invisible de l'avenir*

Ces répercussions totalement non maîtrisées nous apprennent que la normalité agit comme une représentation plus mystérieuse, et une arme de plus gros calibre, que son usage tactique de

campagne ne l'avait laissé entendre. Sous ses effets de conjoncture, la normalité emporte des conséquences sur la structure du pouvoir : elle ne vient pas seulement avec un contenu explicite, tactique, visible et officiel ; sa puissance s'appuie sur une latence, son efficacité se déploie le long d'un impensé.

Normalité/pouvoir : si l'on considère sans préjugé ces deux mots, il saute aux yeux que François Hollande a négligé combien l'exercice du pouvoir est une activité humaine qui, justement, n'est pas du tout « normale ». Il se trouve que c'est par l'idée d'un « exercice » qu'en français comme dans la plupart des langues européennes on envisage l'action du pouvoir : c'est qu'on l'exerce au moins autant qu'on s'y exerce.

Voilà le point : l'exercice du pouvoir demeure une activité humaine profondément mystérieuse. Cette proposition peut paraître étonnante, dans la mesure où elle semble remettre en question le principe d'autonomie de la sphère humaine sur laquelle est fondé le pouvoir en démocratie. Mais il faut y insister : le mystère du pouvoir démocratique, loin d'être de nature transcendante ou divine, imprime sa marque à tous endroits de l'exercice moderne du pouvoir.

Mystère il y a parce que, le gouvernement des modernes s'efforçant d'accompagner l'auto-production des sociétés dans le temps, exercer un pouvoir revient essentiellement à se confronter à une forme d'invisible. Non plus l'invisible du divin, mais l'invisible de l'avenir : tant qu'il n'est pas écrit, il est indéchiffrable. En 2012, dans un monde en voie de digitalisation et de technicisation avancées, où certaines choses n'ont donc jamais été aussi prévisibles qu'avant, une activité résiste à cette prévisibilité, et se confronte à l'invisible, c'est l'exercice du pouvoir. Ce qui en fait plus que jamais une activité extra-normale, sans pour autant en faire une

activité anormale – c'est-à-dire opposée à la normale.

Avec le pouvoir, on se situe moins à l'opposé de la norme que dans un certain au-delà de la norme, et donc dans une zone mal cartographiée, beaucoup plus angoissante que la simple anormalité (qui est elle, au contraire, rassurante pour la normalité en ce qu'elle en indique la polarité opposée). L'au-delà est beaucoup plus difficile à comprendre et à situer qu'une chose platement anormale. C'est pourquoi, si nous avons choisi le terme « paranormal », nous aurions pu opter pour « supra-normal », ou même « extra-normal », qui ont cependant l'inconvénient d'être des termes moins communs.

Nomos et topos du pouvoir

Cette dimension mystérieuse du pouvoir n'est pas propre à la modernité. Elle est une constante que l'on trouve dans toutes les sociétés humaines. Le pouvoir est toujours solaire et nocturne, « mitral » et « varunal », pour employer le vocabulaire choisi par Dumézil. Le paranormal politique peut prendre plusieurs formes, dont les deux principales sont, si l'on veut rapidement situer les choses : le mystère du divin qui permet d'exercer le pouvoir ; le mystère de l'avenir au nom duquel s'exerce le pouvoir.

La différence entre sociétés modernes et sociétés anciennes est que les secondes ont spontanément tendance à assumer cette part mystérieuse (qu'elles entretiennent généralement scrupuleusement avec toutes sortes de rituels), alors que les premières censurent plutôt cette dimension. De ce point de vue, François Hollande, qui voit dans l'exercice du pouvoir un exercice normal, parce que encadré par une Constitution, des lois organiques, une pratique constitutionnelle, se méprend en se concentrant

sur la surface de la normalité, des « normes » et du *nomos* : le pouvoir est avant tout une affaire de *topos*, de lieux, autour du lieu indéchiffrable de l'avenir.

Voilà une raison pour laquelle la normalité, qui donnait d'excellents résultats tactiques quand elle s'exprimait en mode de conquête de pouvoir contre un Président anormal, agit par ailleurs comme un puissant dissolvant des bases de l'exercice du pouvoir quand elle semble nier la dimension paranormale qu'emporte toute confrontation personnelle avec l'avenir d'une société. Ce qui marchait contre l'anormal conjoncturel de Sarkozy ne fonctionne pas contre le paranormal structurel de l'exercice du pouvoir.

*Exercer le pouvoir,
piloter l'avenir*

Nous avons spontanément l'idée que le pouvoir politique s'apparente, si on le modélise, à un exercice de pilotage de l'avenir. Un exercice qui ressemble au calcul de trajectoire dans l'aviation ou la technologie spatiale. Poser Curiosity au bon endroit sur Mars n'est pas une chose facile mais peut s'atteindre par la technique, la science, par le calcul et par le plan. Les modernes semblent spontanément voir la politique par analogie avec la navigation d'un vaisseau : et le terme même de « gouvernement » (« gouverner », « gouvernail », etc.) signale la forte présence de cette analogie.

François Hollande, dans le débat de second tour, s'exprime ainsi dans la dernière stance de l'anaphore « Moi président de la République » : « Moi président de la République, j'essaierai d'avoir de la hauteur de vue, pour fixer les grandes orientations, les grandes impulsions... » Une fois élu, lors du discours de Châlons : « Voilà [...] *le cap que je voulais fixer* : emploi, croissance,

compétitivité. Le changement, ce n'est pas une somme d'annonces sans lien les unes avec les autres ; le changement c'est *une force qui sait où elle va*, qui donne une direction susceptible de rassembler le pays. » Et finalement sur TF 1, au début du mois de septembre : « Je dois *fixer le cap* et le rythme » ; « J'ai pour mission de redresser notre pays » ; « *Je sais où je vais* » ; « *Mon cap*, c'est un quinquennat : c'est pas quatre mois, c'est pas un mois c'est cinq ans ».

De ces déclarations, classiques, on déduit une vision de l'exercice du pouvoir : sur un vaisseau, le capitaine se tient dans la salle des cartes, décide des « grandes » orientations, des « grandes » impulsions, a de la « hauteur » sur la situation, il « sait où il va ». De toutes les Constitutions en vigueur dans les démocraties contemporaines, la V^e République est d'ailleurs sans aucun doute celle qui entretient les liens les plus forts avec l'idée du pouvoir comme technologie. Le président de la V^e République se tient dans la solitude du pouvoir, au sous-sol de son palais, dans le salon Jupiter, plongé dans la pénombre d'une « salle des boutons », où il peut déclencher à discrétion : le feu nucléaire, la dissolution de l'Assemblée, une grâce à titre individuel...

Cette attitude est un héritage du xx^e siècle – et, en lien à cet héritage, c'est une attitude normale. C'est dans le lit de cette normalité du pouvoir que François Hollande entendait sans doute se couler. Or, par malchance, c'est justement au moment où le mythe moderne de la normalité du pouvoir est en train de se craqueler, et que la gravité des circonstances historiques (leur anormalité) oblige la collectivité à admettre un avenir qui, tout en étant produit de part en part par elle, est invisible et imprévisible, que la présidence de François Hollande apparaît en décalage avec l'attitude appelée par le moment.

C'est qu'à miser sur le « cap », sur la « force

qui sait où elle va», la volonté du Président court le risque d'être perçue moins comme un volontarisme que comme un providentialisme. En somme, compétitivité, croissance et emploi viendront car ils sont appelés par une «bonne» volonté inspirée par le désir d'améliorer la situation du pays. Cela peut donner à son discours un côté «pensée magique» : conséquence paradoxale qui instruit qu'à trop jouer la normalité on débouche finalement dans une forme d'étrangeté, dans une zone d'in vraisemblance.

*Hypoprésidence,
hyperprésidence*

En cela, le début de la présidence de François Hollande gagne à être rapproché de l'exercice du pouvoir par Nicolas Sarkozy : considérés ensemble, ils constituent l'un et l'autre les deux polarités possibles, et extrêmes, d'une même pathologie dans l'exercice du pouvoir. D'un côté, ce que l'on a appelé l'hyperprésidence : une technique d'exercice du pouvoir fondée sur l'excès apparent du pouvoir. Mais cet excès du pouvoir se comprend moins à l'égard des institutions qu'à l'égard de la course de vitesse que Nicolas Sarkozy entendait engager avec les événements imprévisibles. Son ambition dans l'exercice du pouvoir était de battre l'histoire sur son propre terrain en essayant de faire fonctionner en supersonique la pratique du pouvoir héritée de l'expérience moderne.

En comparaison, l'hypoprésidence des débuts de François Hollande est un positionnement inverse : face à la rapidité des événements, François Hollande opte pour le retrait, la distance, la hauteur, afin de «dominer» les événements, de «voir loin», de «fixer un cap». L'un (Hollande) passe en mode sous-marin furtif, quand l'autre (Sarkozy) passe en mode *free-fighting* – cet art

martial contemporain, hyperviolent, fondé sur la dérégulation totale des règles et inspiré du combat de rue.

Ce sont deux positionnements à l'égard d'une seule et même difficulté à exercer le pouvoir : à droite, la névrose du pouvoir, la culture du conflit donc, pour coller à la folie et à l'incohérence apparente des événements ; à gauche, une certaine psychose du pouvoir en vue de prendre de la distance à l'égard du théâtre des opérations, quitte à atteindre les coulisses et à s'exiler du réel.

Sur le port, un Président désireux d'en découdre avec le réel à un point extrême – l'inoublable «Vas-y, descends un peu!» – et, dans l'avion Awacs, un Président qui a calculé et planifié qu'il ne pleuvrait pas le jour de son investiture, et qui se retrouve le costume trempé et les lunettes embuées, rigide dans son plan, semblant nier la réalité, affirmant la normalité de la météo quand il pleut des cordes. C'est le point le plus problématique de la normalité comme vision du pouvoir : sa tendance à nier la gravité du moment, son désir de prendre ses distances avec le réel.

Hyper et hypoprésidence sont des tentations, parce que nous continuons de croire que l'exercice du pouvoir est l'exercice d'un contrôle sur les événements. Les modernes envisagent spontanément l'autonomie de leur action dans le temps comme une volonté et une possibilité d'autocontrôle. Si cet autocontrôle a pu donner l'illusion de fonctionner dans le passé, le moment critique actuel brise cette illusion.

Dans ces conditions où l'exercice moderne classique du pouvoir se fait de plus en plus synonyme d'impouvoir, les détenteurs du pouvoir doivent prendre leurs distances dans l'une ou l'autre des directions possibles pour éviter de révéler leur impuissance : exercer le pouvoir par

excès, ou l'exercer par le retrait. La conjuration d'un spectaculaire impouvoir se paie dans les deux cas de la transformation du pouvoir en spectacle.

Ce désir de voir dans l'avenir quelque chose qui se pilote et se contrôle soulève une question : est-il possible d'apprendre quelque chose sur la situation actuelle en remontant à la source de ce que l'on pourrait nommer le « moment technocratique des démocraties » ?

*La sortie du moment
technocratique moderne*

Quant à l'histoire du moment technocratique, il serait illusoire, dans le cadre de ce qui ne se veut qu'un signalement, de retracer systématiquement l'itinéraire selon lequel la modernité s'est mise à croire qu'elle avait le contrôle de son avenir. Les signes, cependant, pullulent. On peut procéder plus synthétiquement en s'appuyant sur des « traces » suffisamment parlantes.

Au ^{xx}e siècle, à partir de la Première Guerre mondiale et avec une accentuation postérieure, on constate la généralisation des appels au « plan », au « modèle », à la « planification », et, après la Seconde Guerre, à la « technocratie ». Tout cela signale un phénomène de vaste ampleur de recomposition dans l'exercice du pouvoir, lui-même commandé par une reconfiguration de la vision de l'avenir. Il y va en fait quasiment d'un renversement, le long d'un siècle (le ^{xix}e), entre l'exercice mystique du pouvoir hérité des régimes théocratiques et une version positiviste et scientifique de cet exercice.

Ce renversement était préparé de longue main : c'est dès le moment de l'entrée dans la société de l'histoire, après les révolutions, que semble s'affirmer l'idée que s'autoproduire dans le temps c'est viser à s'autocontrôler – l'histoire

comme quelque chose qui se domine. Des auteurs tels que Saint-Simon, Comte approfondissent ces thèmes au ^{xix}e siècle. Le socialisme se veut lui aussi une science du futur : dans une brochure extraite de son *Anti-Dühring*, Engels a terminé l'ascension et envisagé explicitement le « socialisme scientifique¹ ». Si l'on se tient simplement au seuil de ces indices, on voit qu'ils signalent une tentation tout au long du ^{xix}e siècle, et surtout une concrétisation au ^{xx}e siècle : concrétisation d'une optique technique, technocratique et scientifique dans le gouvernement des hommes. Le futur comme un domaine de prévisibilité, et le pouvoir comme une technique.

L'avenir approché comme un terrain scientifique était une possibilité ouverte par la sortie de la religion : quittant le mystère du transcendant comme présidant aux destinées de la société, il y avait une tentation, en effet, de quitter le mystère tout court, sans mesurer que l'effacement du transcendant ne faisait pas disparaître le mystère de l'avenir mais, au contraire, le démultipliait.

*Le paradoxe d'imprévisibilité
de la technologie moderne*

La technique et la science, une fois répandues dans la société et disponibles pour le plus grand nombre, produisent un effet d'accélération de l'incertitude de l'histoire humaine. C'est d'autant plus vrai des technologies digitales qui suscitent la prolifération de l'information et ouvrent des possibilités d'action et de coordination de plus en plus étendues (de l'apéro géant à la révolution place Tahir), et rendent la trajectoire de la modernité plus incertaine que jamais.

1. Friedrich Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, trad. de l'allemand par Paul Lafargue, Derveaux, 1880.

Alors émerge le paradoxe de la technologie. On a cru que, parce que la technique permettait de produire de la prévisibilité, le pouvoir, conçu à son tour comme une technique, serait lui aussi un exercice de prévisibilité. Voilà l'extrapolation qui préside au moment technocratique. On ne pouvait pas anticiper que la mise à disposition des techniques scientifiques à tous les étages de la société allait susciter exactement l'inverse de la prévision à l'échelle collective : une histoire globale de plus en plus incertaine.

Non seulement les sociétés modernes sont, comme toutes les sociétés humaines, des sociétés mystérieuses, mais encore sont-elles les sociétés les plus imprévisibles que l'on ait vues sous le soleil. Elles sont amenées à le devenir de plus en plus à mesure que se développe dans tous les compartiments de la société la mise à disposition individuelle des technologies. Le pharaon d'Égypte avait certes à gouverner de l'imprévisible : il devait doter le monde égyptien d'un discours mythologique rendant compréhensibles les crues du Nil, qui peuvent être plus ou moins prononcées. Le « pharaon » Moubarak a été confronté à un problème de crue d'un autre degré d'imprévisibilité avec le surgissement d'une révolte populaire décentralisée et coordonnée par réseaux sociaux et téléphones portables...

Les sociétés modernes sont plus mystérieuses que celles qui les ont précédées, mais ce sont en même temps les plus tentées de nier cette dimension. À l'arrivée, cela peut donner, comme cela s'est produit dans la semaine du 10 au 17 janvier 2009, la collision successive de deux sous-marins nucléaires sous l'océan puis, quelques jours plus tard, de deux satellites autour de la Terre. Les techniques scientifiques capables de rendre furtifs des engins et de calculer leur trajectoire au centimètre près sont

aussi capables de produire une infinité de séries indépendantes qui ne demandent qu'à entrer en collision.

Cette situation crée une tension : de plus en plus incités à croire au contrôle du monde parce que nous en observons au jour le jour la possibilité effective dans certaines conditions précises de nos vies, nos désirs de normalité, de prévisibilité et de sécurité du monde ne font que croître quand nos possibilités effectives à l'échelle collective s'amenuisent. Et si François Hollande a gagné la campagne sur l'aspiration explicite du peuple envers une certaine normalité du pouvoir, il voit son exercice entravé par la réalité d'un monde justement moins prévisible et moins normal que jamais.



Les infortunes de François Hollande sont l'occasion de reconsidérer l'aventure de la politique rationnelle depuis le XVIII^e siècle, sans laquelle son désir d'exercer le pouvoir comme s'il était quelque chose de normal resterait incompréhensible. L'échec de son début de présidence dévoile un aspect que le long moment technocratique moderne a caché : la dimension paranormale du pouvoir moderne. Si la politique des modernes n'est pas rationnelle, cela ne fait pas pour autant du pouvoir un ennemi de la raison : il s'agit de formuler les termes d'un pouvoir antirationnel, sans céder aux sirènes d'un pouvoir antirationnel. On mesure la difficulté d'une équation que François Hollande est peut-être l'un des premiers, parmi les leaders des démocraties contemporaines, à devoir sciemment appréhender.

Jérôme Batout.